

<https://ricochets.cc/Retraites-etc-tres-nombreux-ultra-revoltes-contre-ce-systeme-assassin-extremiste-et-totalement-illegitime.html>



Retraites etc. : ultra-révoltés contre ce système assassin extrémiste et totalement illégitime



- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 16 avril 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Nous sommes peut-être au début d'un grand soulèvement historique.

Que voulons-nous ? De quels moyens voulons-nous nous doter ?

Quelques analyses, perspectives et actualités de la révolte en cours, contre la réforme retraites, contre Macron et son monde, contre la démocraturation et la capitalisme assassins.



De très nombreux ultra-révoltés contre ce système assassin extrémiste et totalement illégitime

CALIBRER NOS RIPOSTES

49.3, Conseil Constitutionnel, promulgation. Eux pensent que c'est plié, que leur contre-réforme des retraites est passée. Mais tout ceci n'est peut-être que le début de quelque chose de bien plus grand. Et pour cela, il va falloir faire preuve de lucidité, de courage et d'organisation.

Lucidité afin de tirer les conclusions de ces derniers mois.

La première, c'est que la grève en tant que telle n'est plus un réel levier pour les luttes sociales. Historiquement, elle avait un réel impact auprès des patrons, chez les puissants. Les travailleurs arrêtaient de faire tourner l'entreprise donc de produire, et ce jusqu'à obtenir gain de cause.

Sauf que depuis des années, les mécanismes imposés par la loi et l'automatisation de nos outils ont considérablement réduit son efficacité. Il restait tout de même l'impact symbolique : la grève était un moyen de rendre visible le mécontentement d'une partie des travailleurs. Mais Macron, comme d'autres avant lui, assume ouvertement le fait de se foutre du nombre de salariés en grève. Tout comme du nombre de personnes dans les manifestations syndicales.

Cela ne veut pas dire que la grève doit être oubliée pour nos luttes à venir, mais qu'elle doit être pensée pour réellement impacter et gêner le système. Il faut donc se concentrer sur les secteurs qui peuvent encore perturber les flux financiers, économiques et industriels, et **réfléchir à comment y soutenir des grèves dures, financièrement, logistiquement et humainement.**

En cela, il y a un enjeu énorme du côté des syndicats : Car s'ils acceptent le rôle qui leur a été imposé par les gouvernements successifs, qui leur permet d'avoir accès aux salons dorés du pouvoir, ils ne sont plus réellement en mesure de faire reculer ce pouvoir. A eux de ne pas oublier que le syndicalisme, notamment en France, a une histoire : celle des luttes sociales. Et que ces luttes, lorsqu'elles ont été victorieuses, se sont faites en imposant de réels rapports de force, et non dans des postures pour BFM et Cnews. Que ce n'est pas un hasard si l'on utilise les termes de « luttes », de « combat » syndical, de rapport « de force ».

Aujourd'hui, les grèves classiques et les manifestations déclarées ont été totalement aspirées et intégrées par le système pour qu'elles ne le gênent en rien

Aujourd'hui, les grèves classiques et les manifestations déclarées ont été totalement aspirées et intégrées par le système pour qu'elles ne le gênent en rien. Plus que jamais, nous avons besoin de structures capables de réellement s'opposer et d'entrer en conflit (et pas que de façade) avec un pouvoir responsable de la destruction du vivant et de la planète toute entière. Aux syndicats d'en prendre acte. Ou de mourir avec ce vieux monde.

Car une bonne partie de la population l'a déjà bien intégré, et notamment les plus jeunes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si on a pu constater une montée en puissance de leur mobilisation (et même de très jeunes) depuis l'annonce du 49.3. Moment où des protestations de rues, hors cadre déclaré, se sont propagées dans toute la France. Depuis l'annonce du Conseil Constitutionnel, ces manifs nocturnes très offensives et déterminées, mais également joyeuses et enthousiasmantes, ont repris de plus belle.

Se souvenir que lors des Gilets Jaunes, les manifs sauvages étaient à un tout autre niveau d'offensivité

Sauf que là aussi, il convient d'être lucide et de se souvenir du premier mandat de Macron. Se souvenir que lors des Gilets Jaunes, les manifs sauvages étaient à un tout autre niveau d'offensivité. Et que, malgré cela, Macron n'a quasi reculé sur rien.

Cela nous oblige à réfléchir aux séquences à venir en actant qu'il sera difficile d'imaginer une « victoire » à court terme. Que Macron n'acceptera si facilement pas de retirer la loi retraite. Excepté si les événements prenaient une tournure véritablement inquiétante pour lui et pour ses amis ultras riches.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas continuer, et même amplifier, les actions de rues, les occupations, les blocages, voire les sabotages, bien au contraire. Seulement il faut le faire en sachant que la probabilité d'un recul du pouvoir sur la réforme des retraites demeure infime à ce stade. **Mais que c'est cet horizon qui doit nous permettre d'ouvrir des brèches, pour aller bien au-delà de cette réforme. Et de demander encore plus.**

Car après tout, si une demande « acceptable » est désormais impossible aux yeux du pouvoir, pourquoi ne pas réclamer bien plus. Et pourquoi ne pas aller le chercher ?

Chaque action, chaque mobilisation, doit être vécue comme une petite pierre à l'édifice révolutionnaire. Faire de chaque moment de lutte un espace pour que de nouvelles personnes s'emparent de la question, se motivent à se mobiliser encore, et de plus en plus.

Transformer ce qui n'est aujourd'hui qu'un petit caillou dans la chaussure de Macron en poids paralysant.. Provoquer un effet boule de neige qui déclencherait une avalanche.

Nous devons construire nos luttes en dehors de l'agenda du pouvoir, faire sécession. Assumer nos victoires, même lorsqu'elles sont « petites », et nous en réjouir.

A cet égard, ce que font les Rennais depuis plusieurs semaines est plus qu'inspirant. Chaque rdv est l'occasion de se retrouver tout en tournant le pouvoir en ridicule, d'allier l'offensivité à la légèreté.

Si les initiatives se multiplient partout en France dans les prochaines semaines, si la jeunesse s'empare de ces luttes et la tire vers d'autres horizons, alors tout deviendra possible, y compris l'impossible.

Macron pensait renvoyer le peuple à sa niche en faisant passer en force cette réforme. Montrons-lui qu'il a en fait provoqué l'inverse. Et que désormais, il pourrait s'en tirer à bon compte si la seule revendication était de retirer la réforme. Alors qu'il s'agit bien de retirer Macron. Et son monde.

Macron s'exprime lundi à 20h.

1/ On s'en cogne

2/ Ce n'est plus au peuple de l'écouter. C'est à lui d'entendre la colère du peuple.

3/ On est là....



De très nombreux ultra-révoltés contre ce système assassin extrémiste et totalement illégitime Lundi 20h, rdv devant nos mairies

15 AVRIL : RENNES DÉTERMINÉE

Ce samedi 15 avril, une mobilisation régionale était organisée à Rennes. Il s'agit de poser des dates en plus du tempo des directions syndicales, pour amplifier le rapport de force et ne pas relâcher la pression, alors que le gouvernement voudrait, selon ses mots, « passer à autre chose ».

Des milliers de personnes se sont donné rendez-vous dans les rues. Plusieurs heures d'émeutes ont eu lieu, avec des enseignes capitalistes prises pour cible, des véhicules incendiées et des barricades. Plusieurs cortèges ont semé les forces de l'ordre et il y en avait pour tous les goûts : une chenille riante s'est même improvisée devant un canon à eau au coeur de la ville. La CRS8, unité d'élite déjà déployée à Nantes ces derniers mois, a été appelée en renfort et a attaqué violemment en fin d'après-midi. Plusieurs personnes ont été arrêtées et blessées.

Ce n'est que le début.

APRÈS « L'ULTRA-GAUCHE », LES « ULTRA-SYNDICATS »

La répression démarre toujours par la désignation d'un ennemi intérieur. Avant de frapper des catégories de la population, le gouvernement crée, en amont, des termes effrayants pour les désigner et les disqualifier.

ï En 2007, la police politique médiatise le terme « ultra-gauche » pour légitimer la contestation montante après le mouvement victorieux du CPE. En réalité, l'ultra-gauche désigne une tendance très spécifique de la gauche révolutionnaire qui émerge dans les années 1920, et qui ne se reconnaît pas dans le léninisme. Mais nos services de renseignements n'utilisent pas ce mot en connaisseurs affinés de l'histoire des luttes. Ils l'utilisent parce que le préfixe « ultra » fait peur, marque les esprits. C'est dans ce contexte qu'a lieu « l'affaire Tarnac », une opération anti-terroriste contre des militants qualifiés « d'ultra-gauche », qui seront relaxés des années plus tard. Depuis, le terme est repris par tous les médias pour désigner quiconque s'organise et lutte de façon conséquente.

ï En 2018, le pouvoir est surpris par le soulèvement des Gilets Jaunes. Monsieur et Madame tout le monde bloquent des ronds-points en tenue fluo, barricadent les Champs-Élysées, affrontent la police. La révolte est soutenue massivement, il faut donc créer une étiquette infamante et effrayante. La police politique va parler « d'ultra-jaune ». Et la répression va se déchaîner contre le mouvement. S'ils sont « ultras », ils ont bien mérité de se faire mutiler et arrêter.

ï Et maintenant ? Dans un article de France Info, la police évoque les « ultra-syndicats ». C'est-à-dire les syndicalistes qui veulent continuer la lutte et les grèves contre le projet injuste et illégitime de Macron sur les retraites. La mobilisation syndicale étant soutenue par l'écrasante majorité de la population, il faut enfermer les syndicalistes les plus courageux et engagés dans une étiquette « ultra ».

Et après ? Quelle propagande policière sera relayée par les journalistes ultra-paillassons ? Les « ultra-droits de l'homme » de la LDH ? Les « ultra-FI », ce dangereux parti qu'il faut interdire ? Les « ultra-séparatistes » qui critiquent Marlène Schiappa ?

Nous avons déjà les « écoterroristes » qui permettent de justifier 5000 grenades sur une manif défendant l'eau... Dans le même temps, des partis néofascistes sont qualifiés de « droite nationale », dédiabolisés et invités constamment dans les médias. En revanche, les « ultras » n'ont pas le droit à la parole. **La fabrique de l'ennemi intérieur tourne à plein régime. Bientôt, quiconque ne sera pas d'extrême droite ou Macroniste sera désigné comme un ultra, à éliminer.**



Tous ultra-révoltés contre ce système assassin extrémiste et totalement illégitime

MACRON A CRÉÉ LES CONDITIONS D'UNE RÉVOLTE GÉNÉRALE

En pleine nuit, comme un voleur, Macron a promulgué la loi, ajoutant une provocation de plus. Il croit fermer la parenthèse.... Il vient de s'ouvrir un enfer. Il ne pourra plus gouverner, chacun de ses déplacements, comme de celui de ses ministres ou députés sera poursuivi, gêné, empêché, ne pourra se faire qu'avec une armée de flics. Il sera confiné lui et son gouvernement. Toutes les institutions, Sénat, Assemblée, Conseil d'Etat, Conseil Constitutionnel, police, justice, journaux qui servaient à gouverner sont discréditées... Il a créé les conditions d'une révolte générale

« MAINTENANT QUE TU AS LES MAINS LIBRES, TU PEUX FAIRE TOUT CE QUE TU VEUX »

C'était il y a moins d'un an. Le 9 mai 2022, juste après la réélection de Macron.

C'était une cérémonie grotesque évoquant l'Ancien Régime pour l'intronisation de Macron. Le président réélu était allé caresser le visage de ses vassaux, entouré de caméras. Les courtisans médiatiques venus retransmettre l'événement en direct ont laissé traîner leurs micros, pour capter les flatteries faites au Roi.

Parmi elles, Marisol Touraine, venue du Parti Socialiste, ministre de la Santé sous Hollande, elle avait accéléré la casse de l'hôpital public. Marisol Touraine, désormais fervente de Macron, lui murmure, le visage empourpré et l'oeil brillant : « maintenant que tu as les mains libres, tu peux faire... tout ce que tu veux ».

Macron semble lui-même gêné par une telle phrase, une telle soumission, et le vertige d'une telle puissance. Il parle « d'embarquer le pays ».

Macron compte tout dévaster, il va imposer son agenda néolibéral et autoritaire en broyant tous les contre-pouvoirs. Jusqu'à ce que nous l'arrêtons

À l'époque, nous écrivions que nous n'avions encore rien vu. « La bourgeoisie fait bloc, elle s'octroie les

pleins pouvoirs, elle a son champion : les riches n'auront plus aucune limite. Sauf celle que nous leur imposerons. »

Macron compte tout dévaster, il n'a pas de réélection en vue, pas de quête de légitimité en dehors des intérêts de son clan et se moque bien du chaos après lui. Il va imposer son agenda néolibéral et autoritaire en broyant tous les contre-pouvoirs. Jusqu'à ce que nous l'arrêtons.

▶ vidéo : <https://fb.watch/jXDQ6WLedx/>

(post de Contre attaque)

Ce qu'ils cherchent à créer c'est une ambiance de terreur destinée à tétaniser la population et la dissuader d'agir. Ce n'est pas du maintien de l'ordre mais du maintien de la peur. C'est ce que pratiquent les dictatures.



De très nombreux ultra-révoltés contre ce système assassin extrémiste et totalement illégitime Violences d'Etat contre un journaliste

COUP DE GUEULE ; COUP DE COLERE.

Hier soir (le 14), à Grenoble, devant la Préfecture, comme dans beaucoup de villes, un rassemblement avait lieu, dans l'attente de la décision du Conseil Constitutionnel à propos de la modification de la loi sur les retraites. (très exactement de la loi rectificative sur le financement de la sécurité sociale...).

Après ce rassemblement un groupe de manifestants a décidé de partir en manifestation, dite "sauvage".

Rappel : le droit de manifester est un droit constitutionnel. Le droit de manifester est un droit reconnu et encadré par le Code pénal.

Mais : L'article du décret-loi de 1935 dispose que « si l'autorité investie des pouvoirs de police estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle l'interdit par un arrêt dûment motivé ».

Ainsi, le droit à manifester prévalait en l'absence d'arrêt motivé.

Autre rappel : avant de disperser un attroupement par la force, l'une de ses autorités doit annoncer sa présence en énonçant, par haut-parleur, les mots « Obéissance à la loi, dispersez-vous ».

Ensuite, elle doit faire une première sommation : « Première sommation : on va faire usage de la force ».

Enfin, elle procède à une seconde et dernière sommation : « Dernière sommation : on va faire usage de la force ».

Cependant, pour procéder aux sommations, l'autorité en question doit porter soit une écharpe tricolore soit un brassard tricolore.

Si les sommations de se disperser restent sans effet, l'autorité peut décider de procéder à l'emploi de la force.

Et que s'est il passé hier soir ? Je témoigne :

Les faits et "FORCE ET HONNEUR A MAMIE CHAPEAU"

J'étais en tête de ce départ de cortège pour témoigner avec mes photos. Mais pas seulement, bien entendu. A 100% partie prenante de cette expression de notre colère, de ce refus d'écouter le peuple, de gouverner pour le peuple.

Il n'a pas a fallu 10 minutes pour que ce cortège soit réprimé. Je témoigne énergiquement qu'il n'y a eu ni provocation de la part des manifestants, ni jets de projectiles, ni dégradations.

Immédiatement des fourgons de police ont pris position et les policiers sont sortis casqués, avec matraques et lance grenades.

J'ai interpellé l'officier en lui rappelant le droit constitutionnel à manifester. Il m'a répondu que ce n'était pas une manifestation mais une déambulation de casseurs.

Il a donné l'ordre de tirer des grenades lacrymogènes. Il n'a pas respecté l'obligation de faire les sommations d'usage et ne portait pas l'écharpe tricolore de rigueur.

Le cortège a continué sur d'autres rues en cherchant à uniquement manifester et en voulant éviter toute rue où était positionnée les forces "du désordre".

A plusieurs reprises les manifestants ont subit les tirs de lacrymogènes. Les seuls projectiles renvoyés par les manifestants ont été les palets de lacrymogènes qui leur tombaient dessus. Quelques coups de matraques ont aussi été distribués.

Et COUP DE CHAPEAU A MAMIE CHAPEAU. Vous la reconnaissez sur mes photos. C'est une personnalité de la première heure du mouvement des gilets jaunes. Toujours coiffée d'un chapeau, toujours en première ligne, toujours avec ses deux drapeaux, celui du Dauphiné et le drapeau français. 72 ans, ancienne championne de France de patinage artistique. Elle en a conservé la détermination et une grande volonté. Comme nous le faisons en sport de haut niveau : on ne recule pas, on ne lâche rien.

Elle n'a pas hésité à se mettre dès le début face au premier fourgon qui avançait sur les manifestants après le premier tir de lacrymogène.

Elle n'a pas hésité à intervenir pour protester contre l'interpellation d'une passante qui a juste exprimé sa colère face aux tirs de lacrymogènes contre cette manifestation pacifique et non agressive. Et oui... le fameux "outrage à agent" qui est souvent prétexté dans ce cas ; et qui rapporte systématiquement 600Euros à l'agent qui va porter plainte pour outrage...

Elle a même reçu du gaz à bout portant, d'une bombe lacrymogène à main alors qu'elle ne faisait que crier sa colère. Même cela ne l'a fait pas reculer et nous devons souvent la retenir dans son ardeur à lutter contre l'injustice. Merci à toi...

A Mesdames et Messieurs des "forces de l'ordre". Comment de "Gardiens de la Paix" pouvez-vous ainsi devenir le bras armé de ce qui est de plus en plus une dictature ?

Je vous le dis avec une grande sincérité. Je rêve d'une société de respect, de concorde, d'entraide mutuelle. D'une société où l'on respecte notre constitution, c'est à dire la liberté d'expression, le droit de manifester, un gouvernement par le peuple et pour le peuple. Tout cela, écrit dans notre constitution est bafoué.

Je rêve de cette concorde où lors de notre Fête nationale, nous honorons les héros du 14 juillet 1789. Force et honneur à cette bande de casseurs qui a l'issue d'une manifestation non déclarée ont pris la Bastille.

Ils restent d'autres bastilles à prendre et des monarques à condamner...



De très nombreux ultra-révoltés contre ce système assassin extrémiste et totalement illégitime La marmite va peut-être exploser pour de bon ?

BREVES

IL SUFFIT DE SE RETROUVER EN NOMBRE, DANS UN SPECTACLE, DANS LA RUE... POUR QUE TOUT LE MONDE COMMUNIE EN SCANDANT ENSEMBLE « MACRON DEMISSION » OU « LA RETRAITE, ON S'EST BATTUS, etc... »

Hier soir à Paris au Châtelet, une manif spontanée

Bientôt, dans le métro, les bus, les trains, dans les queues d'attente.....

<https://www.facebook.com/quartiergeneralmedia/videos/185332517680288>

- Saint-Étienne : [Retour sur la manifestation spontanée de ce vendredi 14 avril](#)
- [Macron, c'est le coup d'État permanent. Le 1er mai, allons le chercher chez lui !](#)

15 AVRIL. CACATOV CONTRE LACRYMOS

Des excréments jetés sur les forces de l'ordre lors de la manifestation de ce 15 avril à Rennes

Action surprise au musée Carnavalet en soutien aux agent.es grévistes !

Contre la privatisation des espaces publics, pour l'augmentation des effectifs, on lâche rien !!

Je ne suis pas différent des autres manifestants.

Coup de matraque ou pas, rien ne nous fera renoncer à la bataille contre la réforme des retraites.

Qu'un député d'opposition en écharpe e÷ prenne ce genre de coups en dit long sur l'État de droit en France.



De très nombreux ultra-révoltés contre ce système assassin extrémiste et totalement illégitime Etre ingouvernables, pour aller vers la démocratie directe

NOUS N'AVONS PAS ENCORE GAGNE MAIS MACRON A DEJA PERDU

La décision du Conseil constitutionnel entérinant et aggravant encore la loi sur les retraites n'a pas versé de l'eau sur le feu pour éteindre la colère sociale mais a jeté de l'essence sur l'incendie en cours pour l'étendre et l'approfondir. Elle a créé les conditions sociales et politiques d'une révolte généralisée en nous faisant entrer dans un acte II du mouvement où le gouvernement et la droite seront incapables de gérer leur "victoire" parce que le peuple français, dont la conscience politique vient de faire un bond, va devenir de plus en plus ingouvernable.

Ce n'est même pas la peine de se demander si le mouvement va rebondir. Il suffisait d'être dans les rassemblements du 14 au soir pour s'en rendre compte. Il n'y avait pas ou peu de découragement, juste plus de colère et de détermination. Le mouvement va rebondir., et bien au delà de ce qu'on peut imaginer. Il va nous faire changer d'époque.

Bien sûr, à cette date on ne peut pas encore en connaître les rythmes et les dates, mais ce qui est certain c'est que la mobilisation à venir va être d'une ampleur et d'une profondeur bien plus grandes que ce qu'on vient déjà de connaître et, surtout, bien plus politique. Cela était déjà présent auparavant, mais ça s'est généralisé ce 14 avril où on entendait partout, "Macron démission"

NOUS CHANGEONS DE PERIODE

Macron et le gouvernement vont être encore plus visés. Mais c'est tout le régime, toutes les institutions qui sortent un peu plus déconsidérées de cet épisode, du Conseil constitutionnel au Sénat ou à l'Assemblée en passant par la police, la justice ou les grands médias, avec en toile de fond la remise en cause du régime social d'exploitation et d'oppression qu'ils servent, le capitalisme.

En choisissant de soutenir Macron face à la révolte sociale, le Conseil constitutionnel a fait la démonstration aux yeux de tous qu'il n'y a plus aucun espoir à attendre de ce système et de ses représentants pour quoi que ce soit affichant l'antidémocratie au plus haut niveau de l'État.

Ce faisant, le Conseil constitutionnel - et il faut bien voir qu'à travers lui c'est l'ordre capitaliste tout entier qui s'exprime -, a encouragé par sa décision, la violence policière, la BAC, les BRAV M, les multiples atteintes aux libertés, bref la domination du sabre et du goupillon. Il a donné son blanc seing à un gouvernement composé des figures les plus offensives du néolibéralisme aux marges du fascisme car les moins intégrées au milieu de la très haute bourgeoisie associant mépris, bêtise, grossièreté et incompétence avec des ambitions à la Bolsonaro ou Trump, encourageant par dessus eux au pouvoir absolu de Macron et à une politique raciste et xénophobe, faisant de cette crise des retraites une crise démocratique ouverte.

La raison du choix du Conseil constitutionnel en est qu'à l'heure où se succèdent les crises du capitalisme moisissant

- économiques, migratoires, sécuritaires et sanitaires - les pouvoirs, depuis Sarkozy, mais aussi dans le monde, ont multiplié les recours aux mesures d'exception sans jamais mettre en cause le libéralisme économique. Ce faisant, ils ont renforcé leurs ailes droites extrêmes, tout à la fois pour diviser les classes populaires par le racisme, en même temps pour préparer pour plus tard l'avènement d'un tel régime et enfin, dans l'immédiat, pour se servir de la menace fasciste comme épouvantail et justifier le vote pour le moindre mal. Mais on arrive au bout de ce dernier aspect, d'une part parce que beaucoup d'électeurs ne marchent plus dans le prétendu front républicain antifasciste, d'autre part parce qu'une élection de Marine Le Pen n'est plus si éloignée mais devient possible. Or, cela est toujours risqué pour les possédants par la révolte populaire qu'elle peut engendrer - la bourgeoisie a retenu la leçon de février 1934 -. Aussi, avant cette solution ou avant qu'un nouveau « front républicain » en gestation, cette fois contre la LFI ou la NUPES, se soit construit et soit opérant, intégrant et digérant le RN dans un ensemble de droite radicalisée plus conventionnel, Macron propose ses services, adoubi par le Conseil constitutionnel, le préférant à un succès de la rue.

Pour Macron, comme tous les apprentis Bonaparte, la crise n'est pas une entrave, bien au contraire, il s'appuie sur la crise, voire la crée pour se renforcer, se radicaliser et exister au dessus des partis juste avec le soutien de l'appareil d'Etat. Il promet ainsi à la bourgeoisie qu'il n'y aura pas besoin d'une victoire électorale de l'extrême droite et ses risques de soulèvement populaire, pour dénaturer les valeurs et les pratiques d'une société démocratique, il suffit de laisser agir les élites actuelles au pouvoir.

L'histoire a déjà vécu ce type de scénario dans les années 1930 en Allemagne avant Hitler, avec les gouvernements "centristes" et bonapartistes, Brüning puis Von Papen, avec des recours aux décrets-lois et aux mécanismes d'état d'urgence permettant au président du Reich de suspendre les droits fondamentaux face aux luttes des classes populaires... avec les conséquences que l'on sait en Allemagne mais aussi en Autriche par l'écrasement de la Commune révolutionnaire de Vienne en 1934. Ça a été encore la même évolution politique dans ces années-là en France ou en Espagne avec 5 gouvernements en France de Daladier à Sarraut et 5 aussi en Espagne de Leroux à Valladares, fragiles mais de plus en plus autoritaires et réactionnaires en même temps que grandissaient d'intenses luttes incessantes tout au long des années 1934-1935, associant revendications sociales à combats politiques pour la démocratie. Ces années ont été un moment où les déshérités ont repris espoir, où les consciences des classes populaires ont fait un bond en avant, où les foules ont envahi les rues et y ont récupéré la démocratie avant que cette lutte n'enclenche dans ces deux pays l'insurrection ouvrière des Asturies en 1934, des grèves insurrectionnelles en France en 1934 et 1935 et dans ce prolongement les processus de Fronts Populaires, le coup d'Etat militaire de Franco, puis une grève générale en France et une révolution contre Franco.

Nous sommes entrés aujourd'hui dans un processus semblable, peut-être intermédiaire entre 1936 et 1968.

NOUS SOMMES ENTRES DANS UN PROCESSUS MONTANT VERS LA REVOLUTION

Le premier effet politique de cette montée sociale va se jouer à gauche.

La perte de confiance dans les institutions, déjà bien amorcée auparavant et confirmée dans ce mouvement et l'éloignement des élections, vont assurément renforcer la conscience révolutionnaire qui va prolonger dans le domaine des perspectives politiques globales la radicalité rencontrée sur le terrain social autour des grèves reconductibles, des actions coups-de-poing, de celles des Robins des Bois à celles des écologistes de Sainte Soline jusqu'aux manifestations sauvages de la jeunesse et aux multiples blocages/barricades appartenant à la tradition révolutionnaire française

En même temps, un autre courant, incarné sur le terrain social par ceux qui participaient seulement aux grandes journées d'action nationales, mais en masse, va probablement revitaliser les syndicats et la gauche traditionnelle tout en les changeant. Déjà on note des adhésions nombreuses à la CGT en particulier chez les jeunes dont le succès du tube DJ « on est la CGT, vous êtes la CGT » en témoigne, en même temps que l'organisation lycéenne MNL envisage de rejoindre Solidaires.

Ces adhésions vont incarner l'acte II du mouvement.

En raison de la crise dans laquelle est plongée la social-démocratie depuis la révolution néolibérale des années quatre-vingt qu'elle a contribué à initier, faire passer et gérer, sa fragilité comme celle des directions syndicales qui en résultait s'est vue paradoxalement dans l'Acte I de ce mouvement aux succès spectaculaires et inattendus pour

elles des actions dont elles étaient elles-mêmes surprises et dont elles ne savaient pas quoi faire : alliance solide jusque-là de l'intersyndicale ; grèves nationales bien suivies sur une journée ; nombre de manifestants exponentiel dans la durée ; grèves reconductibles de nombreux secteurs qui complètent et radicalisent l'ensemble ; soutien indéfectible d'une « opinion publique » alors qu'elle joue le plus souvent le rôle d'argument réactionnaire contre les contestataires. Ne sachant pas quoi faire de ce succès, les directions syndicales quémandaient comme d'habitude une porte de sortie, tellement elles sont habituées aux solutions « apaisantes » ar en haut des précédents mouvements. Du coup, on s'attendait à tout moment à un lâchage de l'une ou l'autre. Et puis le Conseil constitutionnel a fermé toutes les portes par en haut y compris celle du référendum et Macron a promulgué la loi dans la nuit s'asseyant sur l'ultime supplique de l'intersyndicale. Exit le « dialogue social » et toute cette époque. Aussi il ne reste plus que la démocratie par la rue, les solutions par en bas.

Mais cette démocratie de la rue mobilise des millions et des millions de nouveaux arrivants pour qui ce sont les premiers pas dans une lutte politique et dont la conscience avance par l'expérience pratique et non les raisonnements. Aussi, ce nouveau pouvoir de la rue, va certainement vouloir tester jusqu'où peuvent aller les directions syndicales et la gauche après avoir testé toutes les institutions... avant de passer outre et d'aller au delà. Il le fait avec et par les militants.

Déjà, comme on ne l'a pas vu depuis très longtemps, entraînés par le mouvement et l'entraînant tout à la fois, une foule de militants syndicalistes -mais qui sont aussi pour la plupart des militants politiques -, CGT et Solidaires principalement mais pas seulement, se sont radicalisés. Ils sont entrés pour beaucoup en grèves reconductibles par delà les volontés des directions syndicales et ont pris des initiatives radicales comme jamais, entraînant le mouvement bien plus loin que les directions syndicales ne le voulaient en complétant leurs sempiternelles journées saute-moutons sans suite ni plan, non pas d'un plan mais d'une volonté d'une suite offensive, voire subversive.

Ce poids du mouvement social a pu se mesurer au congrès de la CGT et par là sur l'intersyndicale. C'est la tendance la plus radicale du mouvement social en cours qui a marqué le congrès de la CGT. Pour la première fois de son histoire, la ligne de la direction a été mise en minorité et sa candidate rejetée, avec une conséquence immédiate sur l'intersyndicale. Jusque là, c'était Berger qui lui donnait le ton, Martinez lui courant après dans la perspective de négocier quelques concessions. Aujourd'hui, Sophie Binet a pris le leadership de l'intersyndicale et sa réponse "Lol" à Macron comme fin de non recevoir à sa proposition de rencontre avec les syndicats pour discuter de tout sauf des retraites, a donné l'orientation générale, maintenant l'unité tout en la radicalisant, menaçant Macron de ne plus pouvoir gouverner s'il ne retirait pas cette loi. Cette unité syndicale est depuis le début l'expression de la volonté d'unité des classes populaires en lutte.

Aussi, comme le mouvement et sous sa pression, l'intersyndicale passe aujourd'hui, au corps défendant de la plupart de ses membres (la direction de la CFTC, a déclaré, pleurnichante, qu'on n'allait quand même pas refuser tout dialogue pendant quatre ans !), à un acte II plus politique, plus radical.

Macron croyait qu'il lui suffisait de jeter l'os d'une rencontre à l'Intersyndicale pour qu'elle éclate. C'est lui qui a été humilié par le refus. Il avait l'initiative politique, il la perd. Il va tout faire pour la reprendre. C'est le sens de son allocution de lundi 17. Mais rien n'y fera, Macron a perdu, elle est passée dans les mains du mouvement social qui va dicter plus que jamais l'agenda politique du pays dans les prochains temps. Cela va être d'abord par les multiples initiatives locales où on a vu que la mobilisation ne faiblissait pas avec la réussite de la manifestation du 15 avril initiée par les réseaux sociaux à Rennes, et les appels à la lutte et grève lancés un peu partout.

Nationalement, cela va commencer le 20 avril par une initiative des cheminots, puis les 22 et 23 avril avec la nouvelle mobilisation des "Soulèvements de la terre", et puis le 28 avril avec une nouvelle initiative syndicale et encore le 1er mai, une manifestation exceptionnelle, qui pourrait l'être encore plus comme réponse au passage en force de Macron s'il s'agissait d'organiser une montée nationale à Paris, comme y appellent de plus en plus de gens et d'organisations et comme le massif et populaire 14 juillet 1935 avait enclenché le processus de la victoire électorale du Front Populaire et celui de la grève générale de mai-juin 1936.

Nous en sommes en effet au point de basculement où le soulèvement populaire avec son avant-garde qui côtoie les perspectives révolutionnaires est en train d'effacer la crise qui amenait les sommets de la gauche syndicale ou politique à ne plus défendre ses valeurs. La population qui souhaite à 60% dans un sondage après la décision du Conseil constitutionnel que l'intersyndicale continue la mobilisation, va amener une nouvelle génération qui va pousser à sublimer cette défaite dans un stratégie d'ensemble pour battre une bourgeoisie arrogante qui massifie le crime, pour étouffer un fascisme protéiforme, renverser les institutions conservatrices, rétablir une morale civique, socialiser le bonheur.

Il y avait déjà eu les premiers pas hésitants de la Nupes. Elle peut désormais afficher une dynamique crédible de prise de pouvoir, articulant le mouvement social au jeu politicien. Cela lui prendra peut-être encore quelque temps avant de réaliser ce qui lui arrive mais le processus est en cours. Et ce ne sont pas les sondages poussant en avant Marine Le Pen, qui pourront contredire cette tendance car ils sont tous bidons, conçus sur la base d'une défaite et d'un découragement populaire.. qui n'a pas lieu.

Comme pour les caractéristiques du mouvement social actuel, il y a deux tendances, celle, massive, des journées d'action de l'intersyndicale et celle, déterminée, des grèves reconductibles, blocages et action coups de poing. Les mêmes deux courants qui, en 1936, avaient tout à la fois fait le succès du Front Populaire, mais aussi par méfiance contre ce même Front Populaire, qui l'avaient forcé à appliquer les mesures dont il ne faisait que parler et en ajouter d'autres, par la grève générale révolutionnaire menaçant, avec l'occupation générale des usines, de la prise en main de toute l'économie, de l'industrie, des banques et de la presse. Ce n'était plus seulement une pression pour obtenir la satisfaction aux revendications mais la révolution pour « tout reprendre ».

C'est le processus dans lequel nous entrons. Entrons-y en toute lucidité. Bien nommer les choses aujourd'hui nous permettra à chaque pas demain, de faire les choix justes et d'avancer sur les deux jambes du « tous ensemble » actuel. Jusqu'à l'ouverture d'un acte III, radicalement révolutionnaire

Jacques Chastaing 16 avril 2023